

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(95)/ST/9

30 janvier 1996

(96-0293)

CONSEIL GENERAL
13 et 15 décembre 1995

Original: anglais

AUSTRALIE

Déclaration de M. P. Grey, Secrétaire adjoint,
Département des affaires étrangères et du commerce extérieur

L'Australie est satisfaite du bilan de la première année de fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce.

Un certain nombre de questions institutionnelles fondamentales ont été réglées avec succès, et l'Australie est heureuse d'avoir pu contribuer à ce processus.

Tous les organes subsidiaires ont entamé leur programme de travail et certains ont déjà réalisé des progrès substantiels. L'Australie compte que ces travaux se poursuivront et que les dispositions de l'Accord sur l'OMC seront toutes mises en oeuvre; il est apparu que les notifications posaient des problèmes dans certains domaines et, si des efforts complémentaires sont à l'évidence nécessaires, nous sommes convaincus que les Membres de l'OMC respecteront tous les engagements et obligations qu'ils ont contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

Chose importante, durant cette première phase de fonctionnement de l'Accord sur l'OMC, la preuve a été faite que les nouvelles dispositions sur le règlement des différends pouvaient fournir des moyens efficaces de résoudre les conflits commerciaux multilatéraux tout en protégeant les intérêts légitimes de tous les Membres.

Le Comité de l'agriculture a utilement commencé son examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des engagements sur l'agriculture. Son travail a également porté sur un certain nombre de questions relatives à l'interprétation de l'Accord sur l'agriculture et à la nature des engagements pris. Nous sommes préoccupés par le fait que certains pays n'ont pas encore pleinement mis en oeuvre leurs engagements découlant du Cycle d'Uruguay et qu'il existe certains problèmes spécifiques à cet égard, dont nous espérons qu'ils seront résolus dans un proche avenir.

Nous sommes également préoccupés par le fait que, dans le cadre des négociations en vue de l'accession, des Membres potentiels cherchent à obtenir le droit de mettre en place des subventions à l'exportation là où il n'en existaient pas jusque-là. Cela va à l'encontre de tout ce que les autres participants et nous-mêmes avons fait au fil des années pour aboutir à un accord multilatéral visant à réduire progressivement l'incidence des subventions à l'exportation sur le commerce mondial des produits agricoles.

Le commerce des services fait l'objet d'un important programme de travail. En ce qui concerne les services financiers, nous avons obtenu un résultat imparfait mais qui nous permettra tout de même d'arriver, espérons-le, à un résultat réellement global plus satisfaisant pour la fin de 1997. Les négociations sur les télécommunications de base et les services de transport maritime sont très importantes, mais elles progressent lentement. Il est encore possible qu'elles aboutissent, mais il faudra pour cela beaucoup plus de travail et un engagement politique réel. Même si le résultat est concluant,

il aura tout de même fallu dix ans pour l'obtenir, ce qui amène à se poser des questions quant aux procédures utilisées.

L'Australie continue d'apprécier le MEPC et souhaiterait qu'on applique un programme visant à améliorer continuellement son fonctionnement. Il pourrait être utile de mieux faire connaître le travail de l'OEPC et d'étudier, dans un esprit constructif, les moyens d'utiliser les informations provenant des examens entrepris, pour voir comment en tirer un meilleur parti pour le fonctionnement de l'OMC et de ses comités spécialisés.

Le fait que l'Accord sur l'OMC a un champ d'application plus large que le GATT, et que l'OMC compte davantage de Membres, auquel s'ajoute un intérêt collectif renforcé pour le système commercial multilatéral, constitue à la fois une source de satisfaction et un défi à relever. L'Australie se félicite des mesures prises pour améliorer la transparence des opérations de l'Organisation et accroître les flux d'informations. Elle est en même temps convaincue de la nécessité de préserver l'efficacité de l'Organisation en tant que lieu d'échanges où les gouvernements puissent négocier en toute franchise et sans entrave.

La force et l'efficacité du GATT tiennent à ce qu'il a toujours été orienté vers l'action et a bénéficié du soutien constant d'un Secrétariat de très haut niveau. Nous espérons qu'il en sera de même pour l'OMC. A cet égard, l'Australie appuie les efforts visant à accroître encore l'efficacité du fonctionnement du Secrétariat tout en améliorant raisonnablement les conditions d'emploi et les niveaux des traitements.

Enfin, je suis très satisfait de l'accord de principe, auquel on est arrivé plus tôt, sur l'établissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux qui, n'en doutons pas, renforcera la capacité de l'OMC d'examiner et de surveiller efficacement ces arrangements et leur conformité aux règles de l'OMC.

S'agissant du commerce international et du système commercial, le fait que l'OMC compte plus de Membres que le GATT et qu'un grand nombre de pays, traditionnellement en dehors du système commercial multilatéral basé sur l'économie de marché, souhaitent y accéder témoignent du succès des négociations du Cycle d'Uruguay, qui ont permis de mettre en place un cadre approprié pour stimuler l'économie mondiale de l'après-guerre froide grâce à la libéralisation du commerce international.

L'Australie est tout à fait en faveur d'un renforcement constant du système commercial multilatéral et reconnaît le rôle que la libéralisation du commerce régional peut jouer, si la situation s'y prête, dans la poursuite de la libéralisation multilatérale.

A cet égard, l'Australie a pris part activement aux travaux de l'APEC. Les 18 membres de cette organisation, dont plusieurs ont des taux de croissance économique parmi les plus rapides du monde, se sont engagés à libéraliser les échanges commerciaux et les investissements à l'échelle de la région Asie-Pacifique d'ici à 2010 pour les économies développées et d'ici à 2020 pour les économies en développement. Les dirigeants des pays de l'APEC qui se sont rencontrés à Osaka en novembre sont convenus d'un plan en vue de la réalisation de cet objectif. Ils ont aussi réaffirmé qu'ils voulaient que l'APEC joue un rôle de premier plan dans le renforcement du système commercial multilatéral et étaient prêts à examiner la possibilité d'actions communes entre l'APEC et l'OMC, y compris dans le cadre de la préparation de la réunion ministérielle que cette dernière tiendra à Singapour en décembre 1996.

L'Australie pense qu'il faut préparer soigneusement à Genève la réunion ministérielle prévue à Singapour en décembre 1996, tout en reconnaissant que les ministres eux-mêmes voudront apporter une contribution fondamentale aux travaux préparatoires ainsi qu'à la réunion elle-même. Nous espérons

qu'au cours de l'année prochaine les Membres de l'OMC oeuvreront à l'élaboration d'un ordre du jour complet et orienté vers l'avenir pour la réunion ministérielle, comprenant les objectifs suivants:

- a) s'assurer que la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay est pleinement engagée;
- b) faire le bilan des négociations sur les secteurs de services qui se sont poursuivies après le Cycle d'Uruguay et des progrès réalisés dans le domaine du commerce et de l'environnement, y compris définir les travaux complémentaires nécessaires; et
- c) mettre en place un programme de travail préparatoire global qui renforcera les perspectives d'une libéralisation multilatérale plus poussée et rapide, conforme au programme "intégré" du Cycle d'Uruguay, qui porte sur les "nouveaux" thèmes commerciaux, et qui englobe des questions intéressant tant les pays en développement que les pays développés.

Ce troisième élément n'est pas, selon nous, quelque chose de superflu que l'on peut négliger. Bien que le Cycle d'Uruguay se soit soldé par de bons résultats dans beaucoup de domaines, les milieux économiques en ont déjà tiré parti et veulent davantage - plus vite, en phase avec le rythme rapide de la mondialisation. Si le système multilatéral ne peut pas donner rapidement de nouveaux résultats, inévitablement il cédera de plus en plus la place à des accords régionaux et à un nombre croissant de mesures unilatérales.

En prévision de la réunion ministérielle de Singapour, l'Australie accueillera en février, à Brisbane, une conférence consacrée aux futures orientations du système commercial multilatéral. Cette conférence fait partie de la série d'initiatives prises par le gouvernement australien pour contribuer à l'amélioration du débat sur l'action à mener en ce qui concerne le système commercial multilatéral, en particulier dans la perspective de la Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir à Singapour en 1996. La conférence de Brisbane réunira quelques-uns des théoriciens et praticiens en matière de politique commerciale parmi les plus éminents du monde, qui chercheront à trouver les moyens de traiter les nouvelles questions qui se posent au plan multilatéral et de promouvoir la libéralisation du commerce multilatéral.

Enfin, M. le Président, j'aimerais vous remercier, ainsi que les Présidents des divers organes, et bien sûr le Directeur général et ses collaborateurs.